



# Forum sur le Dialogue Politique des Agences de Promotion des Investissements des pays Membres de l'OCI

**Note conceptuelle et programme**

**Dakar, République du Sénégal, 15 juin 2022**

## A. Contexte

1. Le CIDC organise la foire commerciale de l'OCI chaque deux ans dans l'un des États membres de l'OCI. L'objectif principal de la Foire est de présenter les produits, les industries et les services des États membres de l'OCI, ainsi que d'élever le niveau des échanges commerciaux et de promouvoir les opportunités d'investissement entre les États membres.
2. Du 22 au 26 mai 2016, le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC) a organisé la 15<sup>ème</sup> Foire commerciale des États membres de l'OCI, à Riyad au Centre international des congrès et expositions. Parallèlement à la 15<sup>ème</sup> Foire commerciale, et dans le cadre de la coopération entre le CIDC et la BID, le CIDC a demandé au département de la Coopération régionale et d'intégration de la BID de collaborer pour organiser le Forum sur le Dialogue Politique des Agences de Promotion des Investissement des Pays Membres de l'OCI. Ce premier Forum de Dialogue Politique est prévu en marge de la 17<sup>ème</sup> Foire Commerciale de l'OCI à Dakar au Sénégal, le 15 juin 2022 et sera dédiée aux États Membres Africains.
3. L'objectif des deux forums est d'assister les APIs des Etats membres à surmonter les conséquences négatives du COVID-19 sur le paysage mondial des IDE en partageant des expériences sur la promotion, l'attraction, les incitations et les obstacles des IDE dans les États membres de l'OCI et d'initier l'investissement stratégies adaptées au contexte des pays membres participants.
4. Ce Forum de dialogue politique devrait faire avancer les discussions entre les agences de promotion des investissements dans les pays membres de l'OCI et leur fournir une plateforme de dialogue stratégique et de partage d'expériences sur diverses questions de promotion des investissements.
5. Les API sont à l'avant-garde de l'investissement, de l'attraction des entreprises et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Cependant, le Covid-19 a exposé les API à des défis à court et moyen terme. Le présent forum se penchera sur les défis liés à l'investissement et contribuera à l'effort des API en matière d'assistance aux efforts de relance économique des gouvernements respectifs.
6. Différents efforts sont déployés aux niveaux national et international pour relancer l'ambiance d'investissement. De même, pour attirer les IDE, les API des Etats membres de l'OCI doivent prendre des mesures proactives pour saisir les opportunités. Ces mesures devraient inclure l'amélioration de l'environnement des affaires, la promotion de la mise à niveau des infrastructures (notamment le transport et l'énergie), la promotion du commerce et de l'investissement intra-OCI et l'adoption de politiques de promotion de l'investissement appropriées.
7. Le Forum de dialogue politique permettra d'élaborer des recommandations qui aideront les API des États membres à attirer les investissements dans leurs pays, contribuant ainsi au

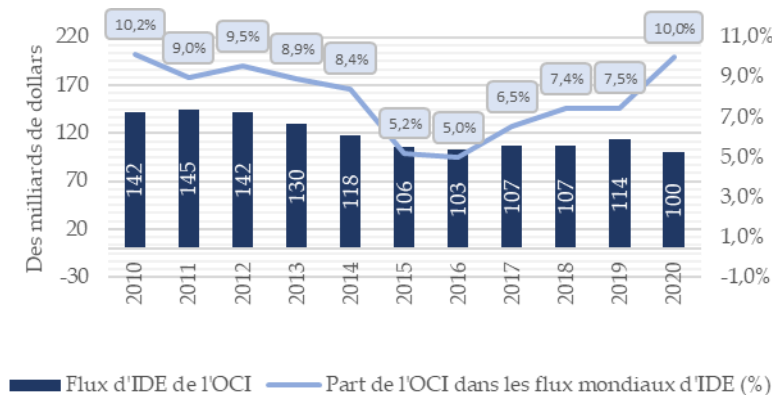
financement des projets de développement. En outre, le Forum favorisera la collaboration et le réseautage entre les API des États membres de l'OCI et encouragera un partage plus systématique des connaissances et des meilleures pratiques liées à la promotion des investissements.

## B. Le Paysage des IDE

### Les IDE dans les pays membres de l'OCI

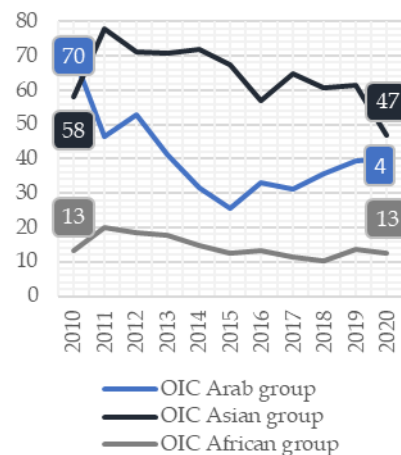
8. Avec une baisse modérée en 2020, les flux d'IDE vers les pays de l'OCI s'élèvent à 100 milliards de dollars en 2020, contre 114 milliards de dollars en 2019. La baisse la plus significative des flux d'IDE s'est produite dans le groupe asiatique de l'OCI (14,4 milliards de dollars), suivie d'une baisse de 0,9 milliard de dollars dans le groupe africain de l'OCI et d'une augmentation de 0,8 milliard de dollars dans le groupe des pays arabes de l'OCI. Depuis que la pandémie de Covid-19 a causé une baisse plus violente des IDE dans les pays développés, les flux d'IDE vers les pays de l'OCI ont atteint 10% du total mondial, soit le taux le plus élevé de la dernière décennie (Figure-1). La part des pays de l'OCI dans les flux vers les pays en développement a été estimée à 14,8% en 2020 et est restée presque inchangée au cours des 4 années précédentes en raison des tendances parallèles des flux d'IDE vers les deux groupes.

Figure 1 : Flux d'IDE dans l'OCI et sa part dans le total mondial (Milliards de dollars et pourcentage)

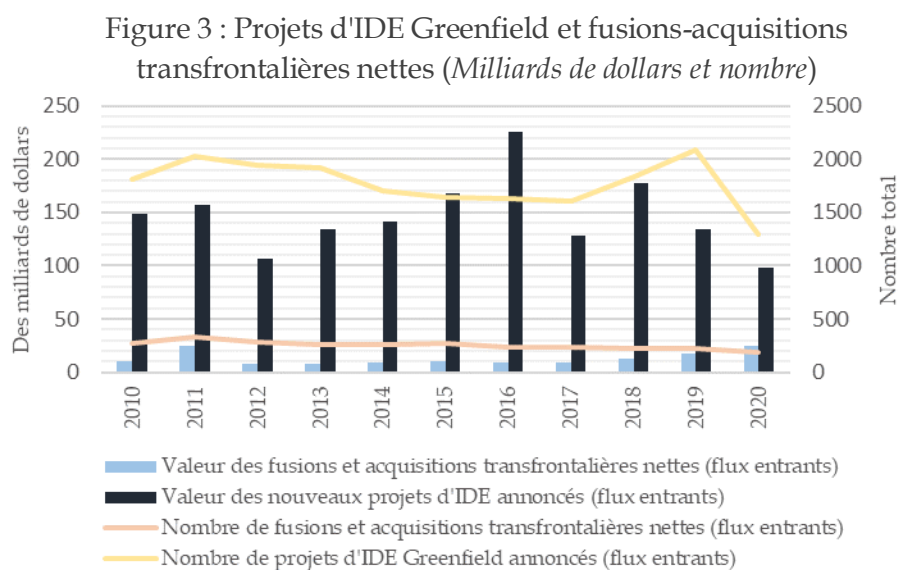


Source: La CNUCED

Figure 2 : Flux d'IDE dans l'OCI

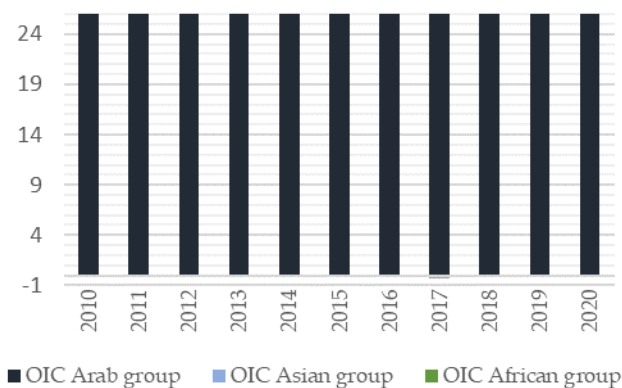


9. Dans les pays de l'OCI, la baisse a également été substantielle, tant en valeur qu'en nombre de projets annoncés Greenfield d'IDE. Du 2019 à 2020, le nombre de projets a diminué de 38,1 % pour atteindre 1 292 - le chiffre le plus bas depuis 2008 - tandis que la valeur des projets a baissé de 27,4 % pour atteindre 97.7 milliards de dollars, soit moins de 100 milliards de dollars pour la première fois, les données disponibles remontant à 2003 (Figure-3). Par conséquent, en termes de nombre de projets Greenfield, les pays membres de l'OCI représentaient 10,0 % du total mondial en 2020, contre 11,4 % en 2019, tandis que leur part dans le total des pays en développement est passée de 26,3 % à 28,1 %. En termes de fusions et acquisitions (F&A) transfrontalières nettes, en 2020, les pays de l'OCI ont vendu 24,5 milliards de dollars d'opérations existantes, soit une augmentation de 6,9 milliards de dollars par rapport à 2019. La valeur des fusions et acquisitions entrantes a augmenté de 72,3 % dans le groupe africain de l'OCI, de 29,3 % dans le groupe arabe de l'OCI et de 17,8 % dans le groupe asiatique des pays de l'OCI (figure-5).
10. Les pays asiatiques de l'OCI ont connu plus de succès que les autres groupes de l'OCI dans les projets annoncés Greenfield, dont la valeur de 2019 à 2020 a augmenté de 8,5 %. La valeur des projets d'IDE Greenfield annoncés a diminué de 41,4 % dans le groupe arabe de l'OCI et de 60,5 % dans les pays africains de l'OCI au cours de la même période (Figure-4).



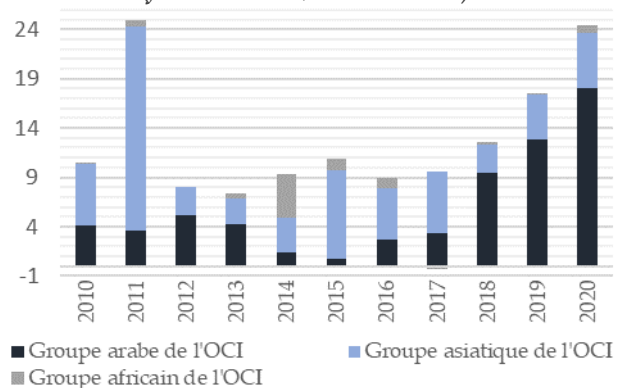
Source: La CNUCED .

Figure 4 : Valeur des projets Greenfield annoncés par groupes de pays (*flux entrants, milliards*)



Source: la CNUCED

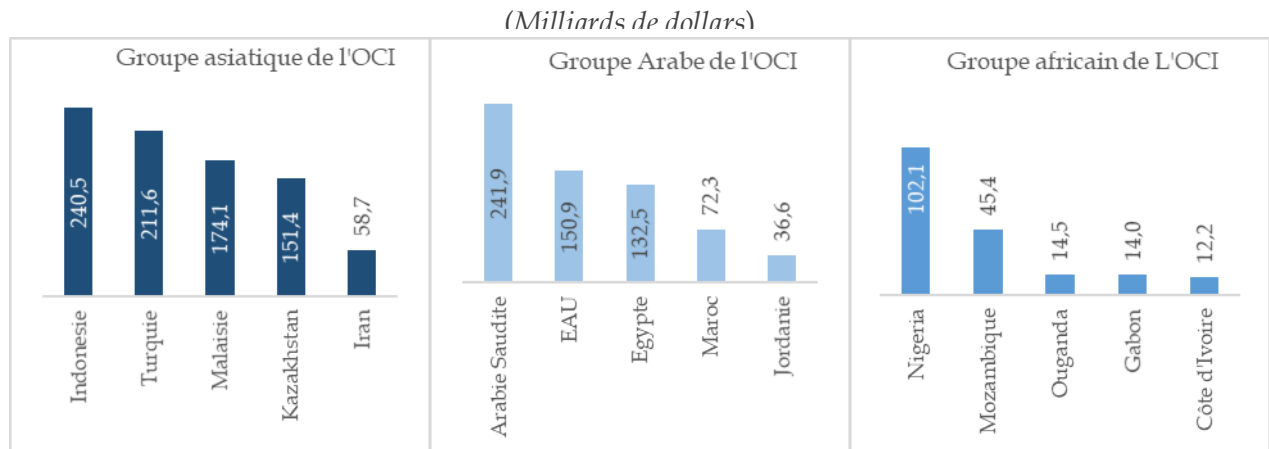
Figure 5 : Fusions et acquisitions transfrontalières nettes par groupes de pays (*flux entrants, en milliards*)



Source: la CNUCED.

11. De 2010 à 2020, les stocks d'IDE ont été multipliés par 1,6 dans les pays de l'OCI pour atteindre près de 2,2 trillions de dollars en 2020. Cependant, la part des pays de l'OCI dans le stock total d'IDE dans le monde a diminué de 6,7 % en 2010-2015 à 5,8% pendant la période 2016-2020, diminuant ainsi à 5,1 % en 2020.
12. Comme c'est le cas pour d'autres agrégats macroéconomiques, la performance d'attraction des IDE a montré un niveau de concentration élevé parmi les pays de l'OCI. La majorité des stocks d'IDE sont accumulés dans un petit nombre de pays. Ainsi, le stock d'IDE entrant accumulé en Arabie Saoudite, en Indonésie, en Turquie, en Malaisie, au Kazakhstan, aux Émirats Arabes Unis, en Égypte et au Nigeria représente 65% du stock total d'IDE entrant des pays de l'OCI. À cet égard, l'Indonésie (240,5 milliards de dollars) domine dans le groupe asiatique de l'OCI, l'Arabie Saoudite (241,9 milliards de dollars) dans le groupe arabe de l'OCI et le Nigeria (102,1 milliards de dollars) dans le groupe des pays africains de l'OCI.

Figure 7 : Les cinq premiers pays de l'OCI en termes de stock d'IDE entrants par groupes de pays



Source: la CNUCED.

## IDE en Afrique

13. Le contenu africain a historiquement souffert de faibles entrées d'IDE qui tournaient autour de 3% des entrées mondiales d'IDE. Ce faible niveau d'IDE n'est ni proportionné à la population du continent ni à ses besoins de développement. Les conséquences négatives de COVID-19 sur les flux d'IDE dans le monde devraient également avoir un impact sur l'Afrique, mais probablement à un taux inférieur. Cependant, le rebond des entrées d'IDE dans les pays en développement en général, y compris les pays africains, devrait être plus lent que dans les pays développés, selon la CNUCED.
14. Les investissements étrangers directs (IDE) ainsi que les envois de fonds sont les principales sources de financement extérieur pour les pays en développement. L'IDE est également un catalyseur de création d'emplois, de transfert de technologie et de croissance économique. La part de l'Afrique dans l'IED mondial a généralement été limitée et en baisse. Selon la CNUCED, l'Afrique a attiré 39,8 milliards de dollars en 2020, soit près de 4 % du total des flux mondiaux d'IDE cette année-là, ce qui est une petite part par rapport à la population du continent qui constitue environ 17 % de la population mondiale. La figure 1 illustre l'état des IDE sur le continent africain en 2020.
15. La crise pandémique du COVID-19 a posé des défis importants au paysage mondial des investissements étrangers directs. Les blocages, la perturbation des chaînes de valeur mondiales (CVM) et la réduction des bénéfices des principaux stimulants de l'IDE, à savoir les entreprises multinationales (EMN), ont entraîné une forte baisse des flux mondiaux d'IDE.
16. L'OCDE et la CNUCED estiment que les flux mondiaux d'IDE ont plongé à 846-859 milliards USD en 2020 respectivement, une baisse de 38 à 42 % par rapport à 2019, le niveau le plus bas depuis 2005. De plus, les flux d'IDE ne représentaient que 1 % du PIB mondial en 2020, ce qui est à nouveau le niveau le plus bas depuis 1999. La baisse des flux mondiaux d'IDE devrait se poursuivre de 5 à 10 % en 2021 et 2022.

17. Dans le contexte africain, les entrées d'IDE sur le continent se sont contractées de 18%, ce qui semble être mieux que le taux de déclin global (38-42%). Cependant, la baisse des IDE en Afrique est encore significative surtout si l'on tient compte des niveaux d'IDE déjà faibles sur le continent avant la crise. Par ailleurs, la baisse annoncée des investissements Greenfield de 46% et des financements de projets internationaux de 7% n'est pas un bon signe pour les pays en développement car ces types d'investissements sont essentiels pour le développement des capacités de production et des infrastructures.
18. Malgré les défis auxquels l'Afrique est confrontée pour attirer des IDE axés sur le développement ainsi que les conséquences négatives de COVID-19 sur les flux mondiaux d'IDE, le continent offre toujours des opportunités d'investissement prometteuses compte tenu de ses ressources riches et de sa jeune démographie croissante. Par exemple, PWC s'attend à ce que 2 pays africains de l'OCI soient classés parmi les 15 premières économies mondiales d'ici 2050, à savoir le Nigéria (14) et l'Égypte (15). En outre, le début de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) en janvier 2021 et les progrès dans la rédaction de son protocole d'investissement sont une autre excellente occasion de faire progresser le climat d'investissement sur le continent.

## C. Description du projet

19. La coopération proposée entre le CIDC et le Département de la coopération régionale et de l'intégration (RCI) de la BID consiste à organiser conjointement deux IAP Forum de dialogue sur les politiques des pays africains. La première réunion de dialogue politique se tiendra en marge de la 17e foire commerciale des États membres de l'OCI à Dakar, au Sénégal, du 6 au 9 décembre 2021. Le deuxième forum de dialogue politique se tiendra en marge de la réunion annuelle sur l'investissement et de l'Expo 2020 Dubaï le 29-31 mars 2022.
20. Les forums de dialogue politique proposés pour les API de l'OCI arrivent à un moment où les flux d'IDE, les désinvestissements et la relocalisation des investissements dans les pays membres ont diminué. Par conséquent, les craintes d'une intensification de la concurrence des IDE entre les pays et à l'intérieur des pays sont devenues plus prononcées ; c'est le bon moment pour se concentrer sur les efforts visant à améliorer l'environnement d'investissement partager les expériences variées des gouvernements en matière de défis d'investissement, de politiques et de pratiques de promotion.

### Objectifs

21. Les agences de promotion des investissements (API) des pays respectifs sont particulièrement dans une position difficile à court et moyen terme posée par la pandémie de COVID-19. Ils sont à l'avant-garde de l'attraction des investissements et

des entreprises et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, les défis liés à l'investissement affecteront probablement les fonctions, activités et opérations principales des API pour étendre leur contribution aux efforts de redressement économique de leur gouvernement.

22. L'objectif principal de ces forums de dialogue politique est de discuter et de partager des expériences sur l'attraction, les incitations et les obstacles de l'IDE dans les pays de l'OCI et d'initier des stratégies d'investissement pertinentes dans le contexte des API de l'OCI. Une telle discussion aiderait à identifier les défis politiques et les domaines possibles de dialogue et de coopération entre eux.
23. Le dialogue politique vise à aider les responsables des API dans les pays membres à cultiver l'apprentissage entre pairs et le partage d'expériences et à mieux comprendre les priorités et les exigences des investisseurs dans leur processus décisionnel.
24. Les deux forums prendront également note des activités et initiatives liées aux investissements actuellement en cours dans la région afin d'éviter la duplication des efforts et de réaliser des synergies. L'intention est de développer, compte tenu des discussions avec les principales parties prenantes et des suggestions de celles-ci, une initiative de dialogue sur les politiques d'investissement des pays membres de la BID qui contribuera à faciliter les investissements entrants, la création d'emplois et le transfert de technologie vers les économies des pays membres de la BID.
25. Les changements dans la dynamique économique peuvent conduire les API à réorienter leurs listes de secteurs prioritaires. En conséquence, les API doivent s'engager dans ce dialogue politique pour échanger des expériences et des connaissances sur la façon d'être innovant, de changer leurs modèles commerciaux existants et, dans certains cas, de se réinventer pour continuer à ajouter de la valeur. En outre, les API doivent soigneusement observer la nécessité d'une reprise économique des pays et les changements dans les politiques mondiales d'IDE et gouvernementales pour repenser leurs stratégies et politiques.

## Résultats du programme

- Établir un premier réseau parmi les responsables de l'investissement des pays participants. Les réunions devraient stimuler l'échange d'idées et de suggestions entre tous les participants.
- Renforcer les fonctions de plaidoyer politique des agences de promotion des investissements pour jouer un rôle de passerelle efficace entre les investisseurs et les décideurs politiques dans l'amélioration du climat d'investissement.
- Approfondir le dialogue sur les éléments clés de l'agenda des agences de promotion des investissements tels que le plaidoyer politique, les réformes administratives, la relation entre les instruments d'investissement bilatéraux, régionaux et internationaux et l'utilisation d'incitations.
- Identification de l'état actuel de la réforme et du développement des politiques dans les domaines politiques désignés liés à l'investissement international,



- Réunions régulières de dialogue politique sur les questions émergentes en matière de politique et de promotion des investissements.
- De plus, la situation actuelle est une opportunité opportune d'impliquer les API dans la discussion des difficultés causées par COVID et des opportunités créées à travers elle. Les résultats supplémentaires attendus en raison de la situation COVID-19 sont les suivants :
  - Collaboration accrue entre les API
  - Accroître les connaissances sur l'implication du COVID à court et à long terme
  - Développer les connaissances pour intensifier les efforts de promotion

## Méthodologie

26. Les participants seront répartis en groupes de 4 à 6 groupes ; il y aura des facilitateurs de la BID, du CIDC et d'éventuels consultants. Chaque groupe discutera de questions spécifiques qui devraient couvrir une partie de l'ensemble du cycle de vie de l'investissement et comprend notamment les éléments suivants :
- Quels sont les principaux défis auxquels les API sont confrontées et quels types d'opportunités existent à court et moyen terme ?
  - Comment les API pourraient-elles développer des approches innovantes pour atteindre et servir leurs clients en temps opportun ?
  - Comment les API pourraient-elles revoir et améliorer leurs propositions de valeur et leurs secteurs cibles pour attirer les investissements ? et
  - Comment les API pourraient-elles détecter les opportunités créées par COVID et intensifier leur impact auprès des investisseurs nouveaux et existants?
  - Comment les API pourraient-elles promouvoir et attirer les IDE numériques, quel rôle les investissements numériques joueront-ils dans la reprise du COVID-19 et comment les API peuvent-elles contribuer à créer un climat d'investissement favorable au numérique ?
27. La finalisation des recommandations liées à chaque thème se fera en fonction des animateurs respectifs et des parties organisatrices.

## Public cible:

28. Les principaux partenaires de ce dialogue politique seront les responsables des agences de promotion des investissements dans les pays membres de l'OC

## Projet de Programme

9.00-10.00	<b>Inscription</b>
10.00-10.30	<p><b>Maître de cérémonie</b>  <b>Discours d'ouverture :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Allocution de bienvenue du Directeur Général de l'APIX Sénégal</li> <li>➤ Discours du Directeur par intérim du Département de la Coopération et de l'Intégration régionale de la BID</li> <li>➤ Discours de la Directrice Générale du CIDC</li> <li>➤ Photo des participants</li> </ul>
10.30-11.00	Pause-Café
11.00-12.00	<p><b>Président : Représentant du CIDC</b>  <b>Session I : Etat des lieux des flux d'investissement Mondiaux et de l'OCI et l'impact du COVID-19</b>  <b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etat des IDE mondiaux et impact de COVID-19 par le Représentant de WAIPA</li> <li>➤ Perspectives des IDE de l'OCI par le Représentant du CIDC</li> <li>➤ Rôle des accords d'investissement dans le renforcement du dialogue politique des APIs de l'OCI et les flux d'investissement intra-OCI par le Représentant de la CNUCED</li> <li>➤ Impact du COVID sur les flux d'investissement intra-OCI et stratégies pour l'amélioration des flux d'investissement intra-OCI par le Représentant du SESRIC</li> <li>➤ Rôle de la BADEA dans l'accompagnement des API d'Afrique Subsaharienne</li> <li>➤ Débat</li> </ul>
12.00-13.00	<p><b>Modérateur : Représentant de la BID</b>  <b>Session II : Dialogue politique des Agences de Promotion des Investissements</b>  <b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Présentation du dialogue entre les APIs de l'OCI par un groupe de 4 membres</li> <li>➤ Débat</li> </ul>
13.00-14.30	Pause déjeuner
14.30-15.30	<p><b>Modérateur : Représentant de la BID</b>  <b>Session II : Dialogue politique des Agences de Promotion des Investissements (Suite)</b>  <b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Présentation du dialogue entre les API de l'OCI par un groupe de 4 membres</li> <li>➤ Débat</li> </ul>
15.30-16.00	<p><b>Cérémonie de clôture :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Lecture des recommandations du dialogue politique</li> <li>➤ Mots de clôture par le CIDC, la BID et l'APIX</li> </ul>

